

Profession de foi

Suite au renouvellement des conseils centraux, j'ai l'honneur de présenter ma candidature aux suffrages des membres du Conseil d'administration pour l'élection à la présidence de l'Université Lumière Lyon 2. Cette candidature est soutenue par les listes **AGIR Pour une Université ouverte, démocratique et solidaire**. Elle s'inscrit dans le prolongement du mandat que les élu.es AGIR viennent d'accomplir depuis 2016 dans les instances et à la présidence de l'établissement. Elle s'inscrit évidemment dans le droit fil des positions et propositions défendues pendant la campagne pour les élections aux conseils de l'université (profession de foi des listes AGIR disponible p.3). Ma candidature traduit donc avant tout une démarche collective, car c'est ainsi que vos élu.es AGIR envisagent le fonctionnement de l'université et de ses instances. Elle est aussi un choix personnel. Je suis déterminée à mettre, pour les 4 ans qui viennent, toute mon énergie et toute ma conviction au service de notre établissement, dans la réalisation d'un projet collectif auquel je crois profondément.

Cette candidature s'inscrit dans le prolongement de mes engagements pour l'université. Professeure de science politique à l'Université Lumière Lyon 2 et membre de l'UMR Triangle depuis 2007, j'ai auparavant enseigné les sciences économiques et sociales en lycée, de 2000 à 2002, ai été attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble pendant une année avant d'être recrutée comme maîtresse de conférences à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse en 2003. Dans les différents postes que j'ai occupés, j'ai toujours pris une part active à la vie de l'institution en participant aux instances, en prenant la responsabilité de diplômes et de partenariats internationaux, en assurant la direction d'un département et d'une composante. Cet investissement fait à mes yeux pleinement partie de l'activité d'enseignant.e-chercheur.e et constitue le corollaire évident de la revendication d'un fonctionnement collectif et démocratique de l'université.

Une implication au service de l'université

Elue en 2016 à la présidence de l'Université et candidatant de nouveau à cette fonction, je tiens à revenir sur ce premier mandat et sur les raisons qui m'amènent à me présenter pour un second. Avec le collectif AGIR, nous nous étions beaucoup interrogé.es en 2016 sur les marges de manœuvre dont nous pouvions disposer pour mener à bien la politique que nous souhaitions pour l'université. L'expérience de ce premier mandat confirme pour partie les fortes contraintes qui pèsent sur la direction d'un établissement : contraintes budgétaires et réglementaires, rythme des réformes, incompatibilité entre les orientations souhaitées pour l'université et certaines politiques nationales s'imposant à l'établissement comme opérateur de l'Etat... Mais **ce mandat nous a aussi montré qu'il est possible de mettre en place des politiques volontaristes, d'œuvrer à mieux soutenir nos activités de formation et de recherche, de mieux mobiliser nos ressources et d'en obtenir de nouvelles pour financer les projets que nous défendions**.

Ainsi, pendant ce mandat, l'équipe présidentielle s'est attachée à engager les projets portés par les listes AGIR. **Les actions menées pour soutenir la formation et la vie étudiante comme la recherche et les études doctorales ont été nombreuses**. L'amélioration des conditions d'études et de travail a également été une priorité. En dépit d'un contexte difficile et parfois agité (nombreuses réformes de l'ESR, mouvements étudiants, péripéties du projet Idex, crise sanitaire...), des transformations substantielles ont pu être opérées : ouverture de nouvelles formations, notamment en alternance, création d'un service de santé universitaire, installation de tiers-lieux sur les campus, développement des dispositifs d'aide sociale pour les étudiant.es, renforcement de la dotation des laboratoires de recherche et de l'accompagnement au montage de projets scientifiques, amélioration de l'équipement numérique dans les locaux et équipement des personnels en matériel informatique, rénovation progressive des locaux et des espaces extérieurs, etc.

Retrouvez le bilan du mandat 2016-2020 sur le site web AGIR

> [Cliquez ici](#)

Ces projets, au service de nos missions, ont été menés avec **une préoccupation constante pour les conditions de travail et la situation des personnels qui font l'université**. De nombreux recrutements ont été faits pour nous permettre de développer nos activités et pour améliorer progressivement l'encadrement pédagogique et administratif ainsi que les fonctions de soutien à nos activités. Le régime indemnitaire a été revu et largement revalorisé. Un effort de déprécarisation a été engagé avec l'ouverture de concours et la réduction des temps partiels subis. Un travail a été mené pour permettre la rémunération régulière et la formation des doctorant.es vacataires. De nouvelles mesures d'action sociale en direction des personnels ont été mises en œuvre (aides sociales, logements d'urgence).

L'expérience et la stabilité au service d'une politique ambitieuse pour l'université

Beaucoup reste à faire, j'en ai bien conscience, et de nouveaux défis se présentent à notre université. Le premier est de surmonter une crise sanitaire qui, depuis des mois, bouleverse en profondeur la vie de notre établissement, de ses étudiant.es et de ses personnels, et dont les conséquences se feront probablement ressentir à long terme. Ce contexte particulièrement pesant ne doit pas nous empêcher de **prolonger et de consolider les actions déjà engagées**. Il en va ainsi des efforts en direction de la recherche, de l'accompagnement des projets scientifiques et des doctorant.es ou encore des initiatives dans le domaine de la lutte contre la précarité étudiante. **D'autres projets, de plus longue haleine, doivent être poursuivis** : le travail engagé sur l'accréditation, la transformation progressive du campus Porte des Alpes avec la construction de la Ruche (Learning centre) et des espaces de pratiques sportives et artistiques, l'implantation de résidences étudiantes, etc. Ce sont aussi des **transformations de nos méthodes de travail et des procédures internes** que je souhaite mener à bien. Le mandat qui vient de s'achever a permis de doter l'établissement d'un fonctionnement plus rigoureux et conforme au cadre juridique qui s'impose à nous. Il était donc indispensable de mener ce travail, souvent contraignant dans un premier temps. Mais il doit être prolongé, l'enjeu principal étant désormais de simplifier et de faciliter les démarches quotidiennes. Il faut également nous attacher à renforcer la transversalité de notre organisation.

C'est pour poursuivre les actions engagées, mener à bien les projets en cours, impulser et accompagner de nouvelles initiatives que je candidate à la présidence pour un second mandat. La durée d'un mandat reste limitée pour faire aboutir des projets structurants pour l'université. Son renouvellement offre les conditions d'une stabilité dont notre établissement a trop souvent manqué. Il est le gage d'une continuité et d'une capacité à prendre en charge sans délai les principaux dossiers qui attendent notre université. Il permet de s'inscrire d'emblée de manière efficace dans des coopérations et des réseaux de partenariats déjà structurés et éprouvés.

L'un des enjeux majeurs du prochain mandat sera de réinventer, avec nos partenaires lyonnais et stéphanois, les modalités d'une nouvelle coordination de site, qui réponde mieux aux attentes de la communauté universitaire.

Il me semble impératif que l'échec de l'Idex ne freine pas les coopérations entre nos établissements. Mais aussi d'affermir et de renforcer les relations et les coopérations que nous avons su nouer avec les acteurs socio-économiques et les collectivités territoriales, afin de conforter la place de l'université dans la cité et plus généralement le lien entre science et société. Je m'engage également à maintenir lors de ce mandat une implication active dans différentes organisations et structures auxquelles j'ai pris part depuis 2016 et dans lesquelles ma contribution est désormais sollicitée : commissions et conseil d'administration de la CPU, Alliance Athéna et bureau de l'Alliance des Universités de Recherche et de Formation (AUREF). C'est aussi de cette manière qu'il est possible de faire entendre et valoir nos convictions et nos conceptions de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Un projet ancré dans le dialogue et la démocratie universitaire

Les grandes orientations de la politique que nous portons et les actions que nous proposerons seront celles de l'université, élaborées et débattues par celles et ceux qui la composent. Nos instances jouent évidemment un rôle majeur dans la vie de l'établissement. Les élu.es en représentent la diversité des métiers, des structures, des points de vue et des sensibilités. C'est notamment à ce titre que nous avons fait le choix, lors de la révision des statuts, de renforcer la place des étudiant.es et personnels BIATSS au Conseil d'administration. **Ce rôle des conseils et comités doit bien sûr être conforté mais il doit aussi être clarifié, notamment au regard du travail préparatoire, plus technique, mené dans les groupes de travail. Cette clarification devra permettre de mieux articuler les différents espaces de réflexion et de débat qui existent dans l'établissement.**

J'entends aussi continuer, lors du prochain mandat, à favoriser la participation de la communauté aux débats et aux décisions qui engagent notre université. Cela passera par des échanges continus avec les composantes et unités de recherche. **Comme cela a été fait depuis 2016 à propos de la politique de site ou des grandes orientations pour la future accréditation, je continuerai aussi à organiser des réunions publiques et des assemblées générales pour permettre à toutes et tous de contribuer aux débats sur les grands enjeux et les choix stratégiques pour notre établissement.**

L'équipe que je proposerai de constituer comprendra des vice-présidents et vice-présidentes issu.es de différentes composantes et unités de recherche, porteuse de la diversité des domaines disciplinaires de notre université. **L'équipe présidentielle restera, comme elle l'a été depuis 2016, à l'écoute de toutes et tous.** Elle se tiendra à la disposition des étudiant.es et des collègues pour échanger dans le cadre des conseils ou assemblées de composantes ou de laboratoires, comme dans des cadres moins formels. Nous continuerons à répondre favorablement à toutes les demandes de rencontres et à privilégier en toutes circonstances le dialogue et la concertation.

Lyon, le 5 janvier 2021
Nathalie Dompnier

Profession de foi

Les listes AGIR se présentent de nouveau à vos suffrages. Notre projet s'inscrit dans la **continuité des orientations du précédent mandat** et dans le prolongement des actions menées. Le bilan des presque cinq années écoulées nous incite à poursuivre dans cette voie et à consolider les avancées réalisées. Il invite aussi à ouvrir des chantiers que nous n'avons pas pu mener à bien depuis 2016, ou qui constituent de **nouveaux enjeux pour l'université**.

Ce projet, nous le portons avec une connaissance désormais poussée de notre établissement, de son environnement et des marges de manœuvre qui sont les nôtres. Nous savons que notre université a besoin de cette continuité et de cette expérience, surtout en cette période de pandémie qui, depuis près de 9 mois, bouleverse le quotidien et les activités des étudiant.es et des personnels. Ce projet, nous le portons avec le soutien de partenaires qui ont pu apprécier notre implication et notre rigueur. Nous le portons avec la conviction partagée que notre établissement bénéficiera pleinement d'une stabilité qui lui a trop souvent manqué. Mais nous le portons surtout avec les principes et les valeurs qui nous animent : **notre attachement à une Université démocratique, ouverte et solidaire, comme à une conception exigeante du service public d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation**.

Enseignement et recherche : soutenir les missions d'une université au coeur de la société

Nous portons un projet d'accréditation des formations qui répondra mieux aux exigences et à la diversité de nos disciplines, comme aux besoins des étudiant.es. L'offre de formation donnera plus de souplesse et de latitude aux composantes et aux équipes pour adapter les formats des enseignements aux besoins de chaque filière, développer des cursus pluridisciplinaires ou internationaux, des modules professionnalisants et des parcours en alternance, associer plus étroitement formation et recherche, renforcer les cursus de master et l'attractivité des diplômes. Cela passe par des co-accréditations avec les établissements du site et par des parcours différenciés pour favoriser la réussite étudiante.

Notre projet vise aussi à consolider le soutien à la recherche et aux études doctorales. Il s'agit en premier lieu de donner les moyens aux unités de recherche (UR) de travailler sur le temps long grâce au maintien d'une dotation renforcée et d'un nombre élevé de CRCT. Le financement pérenne et la poursuite de la politique d'aide au montage de projets conditionnent largement le succès des réponses aux appels à projets et l'obtention de nouveaux financements. L'enjeu est également de soutenir la recherche par le financement de contrats doctoraux d'établissement et la valorisation du doctorat, mais aussi par un projet ambitieux pour nos écoles doctorales, en lien étroit avec nos UR et les établissements du site. Nous entendons également poursuivre la politique de science ouverte, de partage et de mise en visibilité des résultats de la recherche ainsi que le chantier de l'intégrité scientifique. Un autre enjeu sera de créer une Maison de la recherche abritant des services et des espaces partagés pour les UR, les équipes financées sur projets et les doctorant.es.

Enfin, nous pensons que l'Université a un rôle majeur à jouer dans la société, au service des acteurs sociaux, des savoirs critiques et de l'innovation sociale. Cela nécessitera un effort renouvelé pour accompagner les projets de formation continue et les adapter aux nouvelles exigences de la formation tout au long de la vie, pour soutenir les projets de médiation et de sciences participatives. Les pôles de spécialité, fédérant de nombreuses disciplines autour d'enjeux de société, en seront l'un des leviers essentiels. En favorisant la synergie entre les activités de formation tout au long de la vie, l'Université Tous Âges, la recherche participative, la diffusion des savoirs et la médiation scientifique, sans oublier les Presses Universitaires de Lyon, nous porterons un projet ambitieux pour cette troisième mission de l'université, en lien avec des réseaux nationaux et internationaux en plein essor.

Améliorer les conditions d'études et de travail à l'université

Nos missions ne peuvent pleinement s'épanouir que dans un cadre favorable. L'université doit continuer à porter **une politique volontariste dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes et dans la lutte contre toutes les formes de discrimination**. La poursuite des actions engagées dans le domaine du handicap, pour une université plus inclusive, est également une priorité. L'amélioration des conditions d'études et de travail

passé aussi par **la transformation des campus**. Cela nécessite la rénovation et la construction de bâtiments pour accueillir nos activités, dans des locaux adaptés aux différents usages et à la diversité des publics, sur des campus résolument inclusifs et inscrits dans une démarche de transition écologique et énergétique. Il en va aussi de l'équipement numérique et mobilier des lieux de travail et d'études, qui doit répondre à l'évolution des pratiques pédagogiques comme aux transformations des usages du numérique. Ces améliorations passent encore par la création d'espaces de vie et de convivialité. La poursuite des partenariats forts noués avec les acteurs locaux, et notamment les collectivités territoriales, sera décisive, tant pour nos projets immobiliers que dans le domaine des transports pour rejoindre les campus.

C'est aussi **l'effort en direction des conditions d'études et de la vie étudiante qu'il faut prolonger**, en créant des espaces de travail et en poursuivant l'effort accompli pour étendre les horaires d'ouverture des bibliothèques, mais aussi en menant une politique ambitieuse d'équipement numérique des étudiant.es. Nous continuerons à soutenir les associations étudiantes en accompagnant leurs initiatives, en leur offrant des locaux sur les campus et en créant un village des associations sur PDA. Nous développerons encore la banalisation des créneaux méridiens, les activités culturelles sur les campus, la pratique des activités physiques et sportives. **L'amélioration des conditions d'études appelle aussi une attention soutenue à la situation sociale et à la santé des étudiant.es avec le maintien d'une politique volontariste dans ces domaines** (accompagnement social et aides d'urgence, renforcement du Service de santé universitaire créé en 2019).

Dans un contexte marqué par des exigences croissantes vis-à-vis des universités et leurs personnels (développement des logiques concurrentielles, accueil d'un nombre d'étudiant.es toujours plus important, insuffisance des moyens pérennes et des postes de BIATSS et d'EC), l'établissement doit **s'engager plus avant dans la simplification des démarches et l'assouplissement des procédures**. Il importe aussi de travailler à une amélioration des circuits d'information et à une meilleure coordination et transversalité entre services pour plus de clarté et de réactivité. Enfin, **améliorer les conditions de travail c'est encore et toujours œuvrer à la déprécarisation et au développement de l'action sociale**, à l'amélioration continue du plan de formation des personnels, à l'accompagnement individuel et collectif dans les situations difficiles, comme celle que nous traversons avec la crise de la covid-19.

Porter une université forte sur le site, au niveau national et international

L'activité de notre Université s'inscrit dans un contexte plus large, qui est en premier lieu celui du site Lyon-Saint-Etienne. Suite à l'échec récent de la construction de l'université-cible et à la perte de l'Idex, sanctionnant un projet excluant et inadapté aux caractéristiques du site, **il est indispensable de repenser et de reconstruire des projets partagés s'appuyant sur la diversité et la richesse de nos établissements**. Pour la qualité des formations comme pour les dynamiques scientifiques qu'elles permettent, nous continuerons à soutenir les coopérations fortes qui existent au sein des équipes enseignantes et des unités de recherche. Nous entendons notamment continuer à soutenir l'activité de la MSH Lyon-Saint-Etienne. Nous entendons aussi poursuivre le travail engagé avec les partenaires du site pour **construire une coordination territoriale au fonctionnement plus souple, démocratique et transparent**, qui permettra de mener des projets partagés dans les domaines dans lesquels les établissements souhaiteront coopérer.

C'est aussi par **une participation à des réseaux nationaux et internationaux** que nous pouvons porter et faire entendre notre conception de l'Université. Nous continuerons à nous impliquer dans l'Alliance des Universités de Recherche et de Formation (AUREF), revendiquant l'égalité importance et l'articulation de nos missions d'enseignement et de recherche, ainsi que la nécessité d'une répartition harmonieuse des financements pour un service public d'enseignement supérieur et de recherche de qualité sur l'ensemble du territoire. Il est indispensable également de continuer à investir les réseaux dans lesquels l'université est aujourd'hui impliquée (réseau d'universités de SHS, CPU, Alliance Athéna) afin de faire entendre notre voix et nos positions communes. C'est enfin à la constitution de réseaux internationaux et une nouvelle stratégie de partenariats privilégiés qu'il nous faut continuer à œuvrer pour nos cursus et pour porter des projets d'envergure pour les SHS, comme celui d'un réseau d'universités de SHS pour le développement des sciences participatives.